

DE : C.C.E. BRUXELLES - SE612 - S.G.
 A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
 REF: 22:23 4-02-83 000029688 - 000033518

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	
TRADE	
AGRI.	
LEGAL	to
FIN & DEV.	
SCI & ENE.	all
SUP. AG.	
ADM.	
C.F.	

DUPLICATA POSSIBLE
 NO REF 21688-SG/BER 11/50

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 113 DU 04.02.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

LE PROGRAMME-CADRE DE LA COMMISSION POUR 1983-84 QUI SERA DIFFUSE LORS DE LA SEANCE DU 8 FEVRIER AU PARLEMENT, AU COURS DE LAQUELLE LE PRESIDENT PRONONCERA SON DISCOURS-PROGRAMME, PRESENTE LES ACTIONS PRIORITAIRES DE LA COMMISSION VISANT A CONTRIBUER A LA LUTTE CONTRE LA RECESSION, LA DESINDUSTRIALISATION ET LE CHOMAGE.

LA COMMISSION RETIENT COMME ORIENTATIONS : L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL, L'ACHEVEMENT DU MARCHÉ UNIQUE, LA RECONSTRUCTION DE LA PUISSANCE INDUSTRIELLE ET LE RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS COMMUNAUTAIRES, BUDGETAIRES ET FINANCIERS. SON ACTION SE DEVELOPPERA DANS LES PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITES SUIVANTS :

- COORDINATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES NATIONALES, PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS, DEVELOPPEMENT DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMMUNAUTAIRES ET RENFORCEMENT DU S.M.E.
- POLITIQUE DE L'EMPLOI ET SOLIDARITE SOCIALE RENFORCEE ET CENTREE SUR LA FORMATION DES JEUNES, L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL, L'ADAPTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, LE REEXAMEN DU FONDS SOCIAL, LA POURSUITE DU DIALOGUE SOCIAL ET LA REDISTRIBUTION DES DEPENSES PUBLIQUES.
- LE MARCHÉ UNIQUE, LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT ET LES STRATEGIES COMMUNES.
- L'AGRICULTURE ET LA NOUVELLE POLITIQUE DE LA PECHE.
- LA POLITIQUE REGIONALE ET LES PROGRAMMES MEDITERRANEENS INTEGRES.
- LES RELATIONS EXTERIEURES ET LA POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'MARCHÉ INTERIEUR' (1.2)

CETTE PREMIERE SESSION SPECIALE S'EST DEROULEE DANS UNE AMBIANCE CONSTRUCTIVE AVEC LA VOLONTE DE REMPLIR LE MANDAT CONFIE PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE DECEMBRE DERNIER, SOIT L'ADOPTION D'UN PREMIER PAQUET DE MESURES PRIORITAIRES AVANT LA FIN MARS. LA FRANCE ET L'ITALIE ONT CEPENDANT REDEMANDE D'INSERER LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR DANS UN CADRE PLUS LARGE. M. CHANDERNAGOR, EN PARTICULIER, N'A PAS DISSIMULE QUE L'ACCORD FRANCAIS AUX MESURES PRIORITAIRES SERA FONCTION DES PROGRES REALISES SUR LA VOIE DU RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE COMMERCIALE.

NEUF DELEGATIONS (RESERVE FRANCAISE) ONT DONNE LEUR ACCORD POLITIQUE A UNE SOLUTION COMMUNAUTAIRE DU PROBLEME DE LA CERTIFICATION POUR LES PRODUITS IMPORTES DES PAYS TIERS.

LE CONSEIL A REALISE QUELQUES PROGRES CONCERNANT LA PROCEDURE D'INFORMATION POUR LES NORMES ET LES REGLEMENTATIONS TECHNIQUES ET PROCEDE A UN PREMIER DEBAT D'ORIENTATION SUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES AUX FRONTIERES. LE CRP EST CHARGE DE PRESENTER DES TEXTES, POUR DECISION, AU PROCHAIN CONSEIL DU 1ER MARS.

DE SON COTE, M. NARJES A INDIQUE QUE LA COMMISSION REMETTRA UNE DEUXIEME LISTE DE MESURES PRIORITAIRES SUR LESQUELLES LE CONSEIL DEVRAIT STATUER AVANT LA FIN JUIN. D'AUTRES CONSEILS (NOTAMMENT 'TRANSPORTS' ET 'FINANCES') DEVRONT EGALEMENT ETRE MIS A CONTRIBUTION. PAR AILLEURS, LA COMMISSION REMETTRA A LA FIN FEVRIER L'INVENTAIRE DE L'ETAT DE FONCTIONNEMENT DU MARCHE INTERIEUR DEMANDE PAR LE CONSEIL 'JUMBO' DU 16.11.82.

2.2 QUESTIONS BUDGETAIRES

COMME IL ETAIT PRESAGE DANS NOTRE DERNIER TELEX LE CONSEIL A ADOPTE A LA MAJORITE QUALIFIEE LE PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLEMENTAIRE POUR 1983 QUI AVAIT ETE PROPOSE PAR LA COMMISSION. LE PROJET POURRA DONC ETRE EXAMINE EN PREMIERE LECTURE PAR LE PARLEMENT LA SEMAINE PROCHAINE.

2.3 MESURES GRECQUES

A COMMISSION A AUTORISE LA GRECE A LIMITER AU NIVEAU MOYEN 1981/82 LES IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS ORIGINAIRES DE LA COMMUNAUTE ET A SOUMETTRE A SURVEILLANCE LES IMPORTATIONS DE CES MEMES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS TIERS. LA DECISION PORTE SUR ONZE PRODUITS REPRESENTANT MOINS DE UN POURCENT DES ECHANGES DE LA GRECE AVEC LA COMMUNAUTE MAIS PRESENTANT UN INTERET CRITIQUE POUR LA GRECE, COMPTE TENU DE LA STRUCTURE DE SON ECONOMIE CARACTERISEE PAR DE NOMBREUSES PME AUX NIVEAUX DE PRODUCTION TRES FAIBLES. LA DECISION EST APPLICABLE DU 13.1 AU 31.12.83.

(CETTE SEMAINE EGALEMENT LA COMMISSION A ADOPTE UN REGLEMENT VITIATIONS PAR LES NEUF DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES EN PROVENANCE DE GRECE POUR LES AMENER AUX NIVEAUX APPLIQUES AUX MEMES PRODUITS ORIGINAIRES DE TURQUIE).

2.4 MACHINE-OUTIL : STRATEGIE COMMUNAUTAIRE

SUITE A LA DEMANDE ET A LA VOLONTE DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE D'ETRE ASSISTEE DANS SES EFFORTS D'AMELIORATION DE COMPETITIVITE, LA COMMISSION A PRIS PUBLIQUEMENT POSITION SUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE DE LA MACHINE OUTIL. LES ACTIONS PROPOSEES SONT ORIENTEES DANS SIX DIRECTIONS : RELANCE DE L'INVESTISSEMENT, ADEQUATION DE L'OFFRE A LA DEMANDE, AJUSTEMENT DES STRUCTURES, ASPECTS SOCIAUX, DIFFUSION DES TECHNOLOGIES AVANCEES, MISE AU POINT D'UNE STRATEGIE EXTERIEURE.

3. ELARGISSEMENT

3.1 SPAIN

ON THE 28TH JANUARY AT THE 24TH DEPUTY LEVEL MEETING FOR SPAIN'S ACCESSION, THE EC SUBMITTED DECLARATIONS ON : CUSTOM UNION AND FREE CIRCULATION OF GOODS IN THE INDUSTRIAL SECTOR (TEXTILES), AND EXTERNAL RELATIONS (OUR LAST TELEX).

THE SPANISH DELEGATION HEADED BY MR. MARIN, THE NEW SECRETARY OF STATE FOR EUROPEAN AFFAIRS, PRESENTED DECLARATIONS ON :

- CUSTOM UNION AND FREE CIRCULATION OF GOODS IN THE INDUSTRIAL SECTOR (QUANTITATIVE RESTRICTIONS, TOBACCO MONOPOLY),
- ECSC,
- EXTERNAL RELATIONS (QUANTITATIVE RESTRICTIONS),
- PATENTS.

THE 14TH MINISTERIAL MEETING IS SCHEDULED FOR THE 22ND FEBRUARY.

3.2 PERIODE DE TRANSITION POUR L'AGRICULTURE PORTUGAISE

MERCREDI, LA COMMISSION A ADOPTE UN AVIS INTERIMAIRE CONCERNANT LA PERIODE DE TRANSITION POUR L'AGRICULTURE PORTUGAISE. CET AVIS NE PREJUGE PAS LA QUESTION DE SAVOIR SI CETTE TRANSITION DEVRAIT ETRE DE TYPE CLASSIQUE OU DE TYPE DIT 'PAR ETAPES'. MAIS IL EXPOSE CERTAINS CRITERES ET LIMITATIONS QUI DEVRAIENT ETRE EN TOUT ETAT DE CAUSE RESPECTES SI JAMAIS UNE APPROCHE PAR ETAPES ETAIT RETENUE. ELLE ESTIME NOTAMMENT QUE LA DUREE TOTALE DE LA PERIODE DE TRANSITION DEVRAIT ETRE FIXEE D'AVANCE DANS LES INSTRUMENTS D'ADHESION ET QUE LE PORTUGAL, APRES L'ADHESION, NE POURRAIT EN AUCUN CAS ETRE TRAITE COMME UN PAYS TIERS.

3.3 CALENDRIER DES TRAVAUX DANS LE SECTEUR AGRICOLE

(ATTENTION DIS) LA COMMISSION A ADOPTE LE CALENDRIER SUIVANT POUR SES FUTURS TRAVAUX :

- PORTUGAL : LA COMMISSION DEVRAIT ADOPTER LE 16 MARS DES PROPOSITIONS DETAILLEES ET COMPLETES.

- ESPAGNE : LA COMMISSION EXAMINERA LE 2 MARS UNE COMMUNICATION SUR LES TRAVAUX EN VUE DE LA NEGOCIATION EN AVRIL ET DEVRAIT ADOPTER LE 20 AVRIL DES PROPOSITIONS DETAILLEES ET COMPLETES POUR LA POURSUITE DE LA NEGOCIATION.

- POLITIQUE GLOBALE MEDITERRANEENNE : LES FICHES TECHNIQUES RESTANT A ETABLIR PAR LES SERVICES DEVONT ETRE TRANSMISES AU FUR ET A MESURE DE LEUR ACHEVEMENT ET L'OPERATION TERMINEE FIN MARS.

LE CALENDRIER POUR LES TRAVAUX DANS LE SECTEUR DE LA PECHE DEVRAIT ETRE EVOQUE LA SEMAINE PROCHAINE EN COMMISSION. (FIN DIS).

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 USA

A L'OCCASION DE SA TOURNEE DES PARTENAIRES EUROPEENS DE L'ALLIANCE AVEC LESQUELS IL S'EST ENTRETENU DES NEGOCIATIONS DE GENEVE SUR LES ARMEMENTS NUCLEAIRES, LE VICE-PRESIDENT BUSH A RENDU LE 3 FEVRIER UNE VISITE AU SIEGE DE LA COMMISSION.

M. BUSH A EU UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT THORN SUIVI D'UNE REUNION DE TRAVAIL A LAQUELLE ONT PARTICIPE NOTAMMENT MM. ORTOLI, HAFERKAMP, DAVIGNON ET DALSAGER. CETTE VISITE FAISAIT SUITE A LA VISITE EN DECEMBRE DU SECRETAIRE D'ETAT SHULTZ ET DE QUATRE AUTRES MEMBRES DU GOUVERNEMENT US.

A L'ISSUE DE CETTE VISITE, QU'IL A JUGEE CONSTRUCTIVE, LE PRESIDENT THORN EN A RELEVÉ LE TEMOIGNAGE TANGIBLE DE LA VOLONTE POLITIQUE DES DEUX PARTENAIRES DE MAINTENIR ET DEVELOPPER DES RELATIONS DETERMINANTES POUR L'ENSEMBLE DU MONDE ET, ENTRE AUTRES, DE 'DESAMORCER CERTAINES DES GRANDES TENSIONS COMMERCIALES ENTRE NOUS'. IL A CITE A CET EGARD L'ACCORD ACIER, LA LEVEE DES SANCTIONS POUR LE GAZODUC, L'APPROCHE COMMUNE POUR LES RELATIONS EST/OUEST ET LES RESULTATS DE LA REUNION MINISTERIELLE DU GATT.

M. THORN A PAR CONTRE EXPRIME 'LA SURPRISE CONSIDERABLE DE LA COMMISSION AU SUJET DE L'ACTION DES ETATS UNIS VISANT A S'EMPARER PENDANT 12 A 14 MOIS DE L'ENSEMBLE DU MARCHE EGYPTIEN DE LA FA-RINE A DES PRIX SUBVENTIONNES NETTEMENT INFERIEURS A CEUX DU MARCHE MONDIAL'. IL A AJOUTE QUE CETTE MESURE NE PARAIT GUERE COMPATIBLE AVEC L'ESPRIT DES ENTRETIENS OFFICIELS SUR L'AGRICULTURE ENGAGES EN DECEMBRE : 'NOUS SOMMES FORCES DE PORTER CE CAS DEVANT LE GATT... ET DE NOUS RESERVER DE PRENDRE DES CONTRE-MESURES SI TOUTE AUTRE ACTION DE CETTE NATURE ETAIT ENTREPRISE'.

X
A L'APPROCHE DU SOMMET ECONOMIQUE DE WILLIAMSBURG, LE PRESIDENT THORN A SOULIGNE LA RESPONSABILITE COMMUNE DE SUIVRE TROIS LIGNES D'ACTION ESSENTIELLES :

- CROISSANCE ET CONCERTATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES,
- RESTAURATION DE LA STABILITE MONETAIRE,
- CROISSANCE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET DES ECHANGES MONDIAUX PAR LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET DU SYSTEME BANCAIRE.

AU SUJET DES RELATIONS ECONOMIQUES EST/OUEST, LE PRESIDENT THORN A SOULIGNE L'IMPORTANCE DE LA COOPERATION DE LA COMMUNAUTE AUX TRAVAUX DANS L'OCDE SUR LE COMMERCE, LES FINANCES, L'ENERGIE, L'AGRICULTURE ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE.

4.2 CANADA

LE CONSEIL APPROUVERA PROCHAINEMENT EN 'POINT A' LE MANDAT POUR LA RENEGOCIATION DE L'ACCORD EURATOM/CANADA.

(EN LEVANT SA RESERVE, LA DELEGATION FRANCAISE A SOULIGNE NOTAMMENT QU'ELLE AURAIT SOUHAITE UNE REVISION PLUS COMPLETE DE L'ACCORD CONCLU IL Y A PLUS DE VINGT ANS POUR TENIR COMPTE DES EVOLUTIONS INTERVENUES DEPUIS DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE ET DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE).

4.3 JAPON

IL SERA RENDU COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES CONTACTS A HAUT NIVEAU QUI SE SONT TENUS A TOKYO LA SEMAINE DERNIERE, EN MEME TEMPS QUE DES ENTRETIENS QUE LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON Y AURONT TOUT AU LONG DE LA SEMAINE, TANT AU PLAN BILATERAL QUE POUR LA REUNION 'QUADRILATERALE'.

4.4 COREE DU SUD

MR. FIELDING S'EST RENDU A SEOUL EN VISITE OFFICIELLE DU 24 AU 26 JANVIER. IL Y A RENCONTRE, ENTRE AUTRES, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE ET DES FINANCES.

AU COURS DES CONVERSATIONS IL A ETE NOTAMMENT QUESTION DES MODALITES D'INSTAURATION D'UN DIALOGUE REGULIER ET FINALEMENT CONVENU D'INSTITUER DES 'CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU' COMMISSION-COREE QUI SE TIENDRAIENT ANNUELLEMENT, ALTERNATIVEMENT A SEOUL ET A BRUXELLES, NORMALEMENT AU NIVEAU HAUTS FONCTIONNAIRES. LA PREMIERE DE CES CONSULTATIONS SE TIENDRA DANS LA CAPITALE COREENNE, FIN MARS. POUR MARQUER L'EVENEMENT, LA DELEGATION DE LA COMMISSION SERA PRESIDEE PAR LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP.

IL CONVIENT DE RAPPELER QUE LA COREE EST UN PAYS QUI A DEVELOPPE SON ECONOMIE D'UNE MANIERE PARTICULIEREMENT RAPIDE AU COURS DES ANNEES 70, TENDANCE QUI SE POURSUIT.

LES ECHANGES CEE-COREE SONT CARACTERISES PAR UN DESEQUILIBRE POUR NOTRE BALANCE COMMERCIALE. LE DEFICIT SEMBLE CES DERNIERS TEMPS AVOIR AMORCE UN PROCESSUS DE RESORPTION.

4.5 TURQUIE

L'AMBASSADEUR POENSGEN A RENDU COMPTE AU CRP DES ENTRETIENS DE M. TURKMEN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE TURQUIE, A BONN AVEC M. GENSCHER.

M. DUCHATEAU A FAIT UN BREF EXPOSE SUR SES CONTACTS A ANKARA ET A INDIQUE QUE LES TURCS ETAIENT PRETS A ENTAMER DES NEGOCIATIONS LE 21 FEVRIER POUR ABOUTIR A UN ARRANGEMENT SUR LES AUTRES PRODUITS TEXTILES QUE CEUX DES FILS DE COTON.

5 LE PRESIDENT DU COMITE A DEMANDE AUX DELEGATIONS DE SE PRONONCER SUR L'IDEE D'UN CONSEIL D'ASSOCIATION AU NIVEAU DES AMBASSADEURS QUI POURRAIT AVOIR LIEU FIN FEVRIER SUR LES QUESTIONS COMMERCIALES DE L'ASSOCIATION.

LA DISCUSSION SERA REPRISE AU PROCHAIN CRP.

4.6 JORDANIE

LORS DE SON SEJOUR EN BELGIQUE, LE ROI HUSSEIN A TENU A RENCONTRER LE PRESIDENT THORN. IL S'EST MONTRE SENSIBLE AU ROLE COMPREHENSIF DE LA COMMUNAUTE DEPUIS LE SOMMET DE VENISE ET ATTEND QU'ELLE POURSUIVE LA MEME ATTITUDE EN CETTE PERIODE PARTICULIEREMENT IMPORTANTE.

EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS BILATERALES, LE ROI A EXPRIME LE SOUHAIT QUE SON PAYS BENEFICIE DE L'AIDE ALIMENTAIRE NORMALE. IL A EXPOSE LES GRANDES LIGNES DE PLAN QUINQUENAL JORDANIEN ET MANIFESTE L'ESPOIR QUE DES INVESTISSEURS EUROPEENS PARTICIPENT A DES "JOINT VENTURES" ET QUE LA CEE CONTRIBUE A LA FORMATION DE TECHNICIENS.

D'AUTRE PART, LA BEI A ACCORDE A LA JORDANIE DEUX PRETS DE 7,5 MIO ECUS AU TOTAL POUR DES PROJETS INDUSTRIELS, TOURISTIQUES ET ARTISANAUX. CES PRETS SONT LES PREMIERS AU TITRE DU SECOND PROTOCOLE FINANCIER ENTRE EN VIGUEUR LE 1.1.83.

LE ROI A EGALEMENT RENCONTRE LE PRESIDENT DANKERT ET ACCEPTE L'INVITATION DE PARLER DEVANT LE PARLEMENT EN SESSION PLENIERE.

4.7 NIGERIA

LA COMMISSION, VIVEMENT PREOCCUPEE PAR LES CONSEQUENCES HUMAINES DES MESURES D'EXPULSION DECIDEES PAR LE NIGERIA, A MIS EN PLACE, SUR PROPOSITION DE M. PISANI, UN DISPOSITIF POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE AIDE D'URGENCE. UNE PREMIERE TRANCHE DE 500 000 ECUS A DEJA ETE AFFECTEE ET LA COMMISSION VIENT DE DECIDER UNE NOUVELLE TRANCHE DE CINQ MIO ECUS (IL PARAIT EVIDENT, A L'HEURE ACTUELLE, QUE LES PREMIERS EFFORTS DEVRAIENT PORTER SUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENT DE MATERIEL DE TRANSPORT - SURTOUT AU GHANA, DE NOURRITURE ET DE MEDICAMENTS.

EN OUTRE, LA COMMISSION A DECIDE UNE AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE DE 5 000 T. DE CEREALES POUR LES RAPATRIES A DISTRIBUER PAR LE PAM DANS LES TROIS PAYS CONCERNES (GHANA, TOGO, BENIN).

4.8 BOLIVIE

DEPUIS LE COUP D'ETAT MILITAIRE DE 1980, LA BOLIVIE N'AVAIT PLUS BENEFICIE D'AIDE COMMUNAUTAIRE DIRECTE.

LE CONSEIL VIENT DE DECIDER L'OCTROI D'UNE AIDE DE 423 T. DE LAIT ECREME EN POUDRE ET DE 10.000 T. DE CEREALES QUI SERONT UTILISES DANS LE CADRE DE PROGRAMMES SOCIAUX.

(DEJA, EN AVRIL 1982, SUITE A DE GRAVES INONDATIONS, LA COMMUNAUTE AVAIT CONTRIBUE A CONCURRENCE DE 45.000 ECU A LA DISTRIBUTION GRATUITE DE BIENS DE PREMIERE NECESSITE).

4.9 NICARAGUA : AIDE A PROJET DEVELOPPEMENT REGIONAL

LA COMMISSION A DECIDE L'OCTROI DE 3,5 MIO ECU A UN PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DE LA ZONE DE WASLALA DONT LE COUT TOTAL S'ELEVE A 8,5 MIO ECU. LES REALISATIONS PROPOSEES COMPRENNENT NOTAMMENT LA CREATION D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET SOCIALES ET UN PROGRAMME AGRICULTURE-ELEVAGE. DEPUIS 1979, LE NICARAGUA A BENEFICIE DANS LE CADRE DE L'AIDE AUX PVDNA, D'UN MONTANT TOTAL DE 13,55 MIO ECU.

4.10 GROENLAND

LA COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL SON 'AVIS' SUR LE FUTUR STATUT DU GROENLAND. TOUT EN REGRETTANT LE RETRAIT DE CELUI-CI DU CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DES TRAITES, LA COMMISSION A EMIS UN AVIS FAVORABLE ET PRECONISE DES RELATIONS BASEES NOTAMMENT SUR :

- L'APPLICATION DU STATUT DES PTOM, DONT L'ENVELOPPE POUR L'AIDE FINANCIERE SERA AUGMENTEE.
- UN REGIME DE LIBRE-ECHANGE POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS, SOUMIS A DES REGLES D'ORIGINE, AVEC POSSIBILITE POUR LE GROENLAND

D'APPLIQUER A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE DES MESURES DE SAUVEGARDE (INDUSTRIALISATION ET DIFFICULTES BUDGETAIRES).

- DES REGIMES PREFERENTIELS RECIPROQUES A DETERMINER POUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ANNEXE II.
- POUR LA PECHE : LIBRE ACCES DES PRODUITS GROENLANDAIS, Y COMPRIS LES PRODUITS TRANSFORMES, DANS LE RESPECT DES MESURES D'ORGANISATION COMMUNE DE MARCHÉ ET ATTRIBUTION DE QUOTAS A LA COMMUNAUTE DANS LES EAUX DU GROENLAND TENDANT AU MAINTIEN DES ACTIVITES TRADITIONNELLES DES FLOTTES DES ETATS MEMBRES.
- LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES (SANS DISCRIMINATION ENTRE RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES), DES SERVICES ET DES CAPITAUX.

LE COREPER A IMMEDIATEMENT ENTREPRIS L'EXAMEN DE CET AVIS ET PREPARERA UN PREMIER DEBAT D'ORIENTATION DANS LE CONSEIL DE FEVRIER.

4.11 AFRIQUE AUSTRALE

M. PISANI A PARTICIPE EN COMPAGNIE DE M. FRISCH A LA CONFERENCE DE MASERU (SADCC 3) DU 27 AU 29 JANVIER. OUS LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ETAIENT PRESENTS A LA CONFERENCE.

DANS SON INTERVENTION, M. PISANI A, ENTRE AUTRES, REITERE L'ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE EN CE QUI CONCERNE SA CONTRIBUTION FINANCIERE AUSSI BIEN AUX PROJETS ET PROGRAMMES D'ACTIONS DES DIVERS SECTEURS D'INTEGRATION REGIONALE (TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS, SECURITE ALIMENTAIRE, FORMATION, ENERGIE, INDUSTRIE) QU'A L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU SECRETARIAT DE LA SADCC.

IL A ETE RAPPELE QUE L'AIDE EN FAVEUR DES SEPT PAYS ACP DE LA SADCC EN CE QUI CONCERNE LA PROGRAMMATION REGIONALE S'ELEVE A 70 MIO ECU, QUE L'ANGOLA ET LE MOZAMBIQUE SONT ELIGIBLES AU PROGRAMME DES PVDNA Y COMPRIS LA COOPERATION REGIONALE, ET QU'UNE SUBVENTION DE 2 MIO ECU VIENT D'ETRE DECIDEE EN FAVEUR DU SECRETARIAT DE LA SADCC.

4.12 COMITE DES AMBASSADEURS ACP-CEE (1ER FEVRIER)

LA 14E REUNION, REPORTEE DEUX FOIS, S'EST FINALEMENT TENUE LE 1ER FEVRIER, UN COMPROMIS DE PROCEDURE AYANT ETE TROUVE AU SUJET DE LA MANIERE DE TRAITER LA QUESTION DU SORT DES ETUDIANTS ACP DANS LES ETATS MEMBRES. LES ACP ONT SOULIGNE L'IMPORTANCE QU'ILS Y ATTACHENT ET LEUR INTENTION DE POURSUIVRE CETTE AFFAIRE. LA PRESIDENCE CEE S'EST BORNEE A DIRE A NOUVEAU QUE CETTE MATIERE ECHAPPAIT A LA COMPETENCE DE LA COMMUNAUTE ET DE LA CONVENTION DE LOME.

DE NOMBREUX POINTS ONT ETE EVOQUES DANS LE DOMAINE COMMERCIAL, SANS QU'IL Y EUT GRAND'CHOSE DE BIEN NEUF A DIRE. EN PARTICULIER, IL N'Y A PAS ENCORE DE DECISION EN MATIERE DE SONS ET DE FRAISES ET L'AFFAIRES DES CONTRATS SUR PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES A

EST TOUJOURS AU POINT MORT. L'ACCORD SUR LES PROCEDURES DE CONSULTATION A ETE ENTERINE. LA CEE A FAIT LE POINT DES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL. ENFIN, LA COMMISSION A ROUVERT LA PORTE A DES DISCUSSIONS POUR UNE NOUVELLE DEROGATION AUX REGLES D'ORIGINE EN FAVEUR DES MOUCHES DE PECHE DU KENYA ET DU MALAWI.

POUR LE CONSEIL SPECIAL SUR LE STABEX, ON S'ORIENTE VERS LA FIN MARS. L'ETHIOPIE A RAPPELE SA DEMANDE CONCERNANT LE MODE DE CALCUL DES TRANSFERTS. INSISTANCE ACP EGALEMENT POUR CONCLURE RAPIDEMENT LE REEXAMEN DES CONDITIONS D'APPLICATION DU PROTOCOLE SUCRE ET POUR UNE REALLOCATION DE QUOTAS AUX PAYS DEFAILLANTS JUSQU'AU NIVEAU INITIAL. LA PRESIDENCE CEE A REFUSE DE S'ENGAGER DANS CE SENS, TOUT EN RAPPELANT QUE LES PAYS EN QUESTION RESTAIENT ELIGIBLES.

LES ACP ESPERENT CHOISIR LE DIRECTEUR DU CENTRE AGRICOLE D'ICI LA FIN MARS.

VIVE INSISTANCE CEE POUR QUE LE DERNIER PAYS ACP (NIGERIA) SIGNE ENFIN LE PROTOCOLE GRECE ET PERMETTE LE DEROULEMENT NORMAL DU PROCESSUS DE RATIFICATION.

4.13 CREDITS A L'EXPORTATION

LA COMMISSION A ADOPTE UNE RECOMMANDATION RELATIVE A LA POSITION A ADOPTER PAR LA COMMUNAUTE AUX PROCHAINES NEGOCIATIONS SUR L'AMENDEMENT DE L'ARRANGEMENT SUR DES LIGNES DIRECTRICES DANS LE DOMAINE DES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIANT D'UN SOUTIEN PUBLIC, (LE 'CONSENSUS'), QUI SE DEROULERONT DANS LE CADRE DE L'OCDE EN MARS ET AVRIL PROCHAINS. (LES DISPOSITIONS DU PRESENT ARRANGEMENT VIENNENT A ECHEANCE LE 1ER MAI 1983).

LES NOUVELLES PROPOSITIONS METTENT PRINCIPALEMENT L'ACCENT SUR LA NECESSITE DE PRESERVER LES DISPOSITIONS ACTUELLES EN MATIERE DE PROCEDURES ET L'ENGAGEMENT DE TOUS LES PARTICIPANTS DE NE PAS DEROGER AUX REGLES DE L'ARRANGEMENT. POUR LES TAUX D'INTERET, LA COMMISSION PROPOSE UNE MODIFICATION DE LA GRILLE DES TAUX MINIMA VERS LA BAISSSE, COMPTE TENU DE LA REDUCTION DES TAUX SUR LES PRINCIPAUX MARCHES FINANCIERS MONDIAUX PENDANT LES SIX DERNIERS MOIS. DE L'AVIS DE LA COMMISSION, L'AMPLEUR D'UNE TELLE MODIFICATION DEVRAIT ETRE BASEE SUR LES TENDANCES RECENTES DE CERTAINS INDICATEURS, NOTAMMENT LE DTS. L'INSTAURATION D'UNE TELLE METHODE D'AJUSTEMENT DES TAUX MINIMA COMPORTERAIT DES AVANTAGES POUR LA COMMUNAUTE ET POURRAIT ETRE ATTRAYANTE EGALEMENT POUR NOS PARTENAIRES, NOTAMMENT LES ETATS-UNIS.

POUR CE QUI CONCERNE LES PAYS A BAS TAUX D'INTERET (JAPON), LA COMMISSION PROPOSE QU'AUCUN CHANGEMENT N'INTERVIENNE A L'EGARD DES DISPOSITIONS NEGOCIEES EN JUIN DERNIER.

FINALEMENT, LA COMMISSION ESTIME QU'IL Y A LIEU DE SOULEVER LA QUESTION DE L'IMPOSITION DES DROITS COMPENSATEURS SUR LES CREDITS A L'EXPORTATION EN CONFORMITE AVEC LES TAUX MINIMA DU CONSENSUS, A LA LUMIERE DE LA POSITION ADOPTEE PAR LES ETATS-UNIS EN LA MATIERE.

4.14 ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE (A.I.S.)

LA COMMUNAUTE A PARTICIPE A LA ZEME REUNION A LONDRES DU 24 AU 28 JANVIER DU COMITE PREPARATOIRE EN VUE DE LA NEGOCIATION D'UN NOUVEL A.I.S.



LE PORTE-PAROLE DE LA CEE (M. JACQUOT) A REPONDI A DIVERSES QUESTIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT L'IDEE, AVANCEE DECEMBRE ET ADOPTEE PAR LA COMMISSION LE 26 JANVIER COMME PROJET DE MANDAT DE NEGOCIATION, D'IDENTIFIER, DANS UN PROCHAIN AIS, 3 GROUPES D'EXPORTATEURS, AINSI QU'UN GROUPE D'IMPORTATEURS DEVELOPPES, CHACUN AYANT DES OBLIGATIONS DISTINCTES.

MALGRE LES RETICENCES DES PARTENAIRES, CERTAINS PROGRES ONT ETE FAITS ET IL EST PERMIS D'ESPERER QUE LORS DE SA PROCHAINE REUNION LE COMITE PREPARATOIRE POURRA CONVENIR D'UNE CONFERENCE DE NEGOCIATION A GENEVE EN MAI EN PRENANT COMME SOLUTION EVENTUELLE UN AIS BASE SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMUNAUTE (SI LE CONSEIL ACCEPTE ENTRETEMPS LE MANDAT PROPOSE PAR LA COMMISSION), COMME ALTERNATIVE A UN REMODELAGE DE L'AIS ACTUEL, TOUJOURS PREFERE PAR LA MAJORITE DES PAYS.

AFIN DE PREPARER LA REUNION DE MARS, LA COMMISSION A INVITE LES 3 PLUS GRANDS EXPORTATEURS (AUSTRALIE, BRESIL, CUBA) A UNE REUNION A BRUXELLES LES 23 ET 24 FEVRIER.

4.15 DROIT DE LA MER

LE CRP A EXAMINE LE PROJET DE MANDAT DU GROUPE DES HAUTS FONCTIONNAIRES 'DROIT DE LA MER' DONT LA PREMIERE REUNION RESTE PREVUE POUR LE 7 FEVRIER. UNE ORIENTATION FAVORABLE S'EST DEgagee SUR LE PROJET COMMUN PRESIDENCE-SECRETARIAT DU CONSEIL-COMMISSION AVEC DES RESERVES D'ATTENTE DES DELEGATIONS DANOISE ET IRLANDAISE AU SUJET D'UNE EVENTUELLE REFERENCE AU TEXTE MEME DE L'ARTICLE 116. RESERVES QUI DEVRAIENT ETRE LEVEES PROCHAINEMENT.

EN PRATIQUE, IL EST PREVU QUE, POUR LES QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE COMMUNAUTAIRE OU REVETANT UN INTERET PARTICULIER POUR LE MARCHE COMMUN, SERA EXPRIMEE UNE POSITION COMMUNE PREALABLEMENT ETABLIE SELON LES PROCEDURES HABITUELLES (POSITIONS ARRETEE DANS LES INSTANCES DU CONSEIL - COORDINATION SUR PLACE - POSSIBILITE DE RECOURS AUX INSTANCES DU CONSEIL A BRUXELLES, EN CAS DE DIFFICULTES SUR PLACE).

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1 RELATIONS INTER-INSTITUTIONNELLES

DANS LE DISCOURS INTRODUCTIF DU PRESIDENT GENSCHER SUR LES POINTS DE CONSENSUS ATTEINTS PAR LES DIX, IL Y A LIEU DE LIRE (PARA 5.1, 2E ALINEA DE NOTRE DERNIER TELEX) :

- LE RENFORCEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,
- LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES ASPECTS POLITIQUES DE LA SECURITE.

5.2 ARCHIVES HISTORIQUES

LE CONSEIL A ADOPTE LES DISPOSITIONS CONCERNANT L'OUVERTURE AU PUBLIC DES ARCHIVES HISTORIQUES DES COMMUNAUTES. IL A DONNE SON ACCORD AU PRINCIPE DU DEPOT DES ORIGINAUX DE SES ARCHIVES AUPRES DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN A FLORENCE, SUIVANT AINSI LE PARLEMENT ET LA COMMISSION.

LA REGLEMENTATION ADOPTEE PERMETTRA DE RENDRE LES ARCHIVES HISTORIQUES ACCESSIBLES AU PUBLIC APRES L'ECOULEMENT D'UN DELAI DE TRENTE ANS.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN